

CDADI(2021)26

3e réunion plénière, 15-17 juin 2021

Rapport

Résumé

1. Le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) a tenu sa 3^e réunion en personne et par vidéoconférence à Strasbourg du 15 au 17 juin 2021, sous la présidence de Triantafillos Loukarelis (Italie).
2. Le CDADI élit la vice-présidente Olena Bogdan (Ukraine) et nomme le représentant d'un État membre à la qualité de membre du Groupe de travail sur l'intégration interculturelle (GT-ADI-INT), à savoir : Ben Greener (Royaume-Uni).
3. En ce qui concerne les autres points de son ordre du jour, le CDADI
 - Examine le document de travail sur la coopération avec la société civile et les critères d'octroi du statut d'observateur ; décide d'étudier plus avant la pratique des autres comités du Conseil de l'Europe à cet égard et de reporter la décision sur les demandes de statut d'observateur en suspens à sa prochaine réunion ;
 - Échange de vues avec la présidente du Comité d'experts sur la Lutte contre le discours de haine (ADI/MSI-DIS), María Rún Bjarnadóttir, et la présidente du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI), Inge Welbergen, sur le projet de recommandation du Comité des Ministres (CM) aux États membres sur la lutte contre le discours de haine ; convient d'organiser une consultation publique sur ce projet de recommandation du CM ; fournit des orientations supplémentaires à l'ADI/MSI-DIS pour la finalisation de ce projet de recommandation ; et adopte la position que le champ d'application de ce projet de Recommandation du CM ne devrait pas être limité aux motifs de discrimination couverts par le mandat du CDADI mais couvrir un éventail plus large de motifs de haine, y compris le sexe, le handicap et l'âge ;
 - Examine et adopte l'étude sur la participation politique active des jeunes issus de minorités nationales dans les États membres du Conseil de l'Europe (CDADI(2021)16) ;
 - Échange de vues avec le Réseau européen des points focaux gouvernementaux LGBTI (EFPN) ; a pris note de l'état d'avancement du processus d'examen de la mise en oeuvre de la Recommandation CM/Rec(2010)5 ; et a procédé à un échange de vues avec le Vice-président de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), Michael Farrell, sur les recommandations de suivi par pays de l'ECRI sur les questions LGBTI ;

- Examine et adopte le Modèle de cadre pour une stratégie d'intégration interculturelle au niveau national ;
- Convient d'organiser une consultation publique sur le projet de recommandation du CM sur des politiques et une gouvernance multiniveaux pour l'intégration interculturelle ; et fournit des orientations supplémentaires au GT-ADI-INT sur la finalisation de ce projet de recommandation ;
- Échange de vues sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination avec le professeur Frederik Zuiderveen Borgesius, professeur de Technologies de l'Information et de la Communication et de droit privé à l'université de Radboud, Juliana Wahlgren, « Senior Advocacy Officer » au Réseau européen contre le racisme (ENAR), Tena Šimonović Einwalter, présidente d'EQUINET, et Erik Adell Hellström, Rapporteur du CDADI sur l'intelligence artificielle et son représentant au Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI); prend note de différentes études dans ce domaine ; et examine les activités futures possibles sur ce sujet ;
- Prend note du rapport abrégé de la 3ème réunion du Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM) ; et prend note des programmes de coopération de l'équipe Roms et Gens du voyage et exprime son soutien à ces programmes et à la diffusion de leurs résultats ;
- Échange de vues avec le Docteur Zora Popova et prend note de son rapport "Autonomisation des femmes roms et des femmes du voyage : Un changement en construction. Vers une feuille de route pour faire progresser l'égalité de genre des femmes roms et des femmes du voyage dans les États membres du Conseil de l'Europe » ; échange de vues avec la rapporteure sur l'égalité de genre du CDADI Patrícia São João et les rapporteures sur l'égalité de genre de l'ADI-ROM Maberka Kamberi (Macédoine du Nord) et Aleksandra Jaric (Bosnie-Herzégovine) ; et examine les activités futures possibles sur ce sujet ;
- Examine un document sur les méthodes de travail du CDADI et décide d'y revenir lors d'une prochaine réunion ;
- Prend note des informations sur la préparation des termes de référence du CDADI pour les années 2022-2025 ;
- Adopte ses observations sur la Recommandation 2198 (2021) de l'Assemblée parlementaire sur « La préservation des minorités nationales en Europe » ;
- Adopte le présent rapport abrégé de la réunion.

Rapport de réunion

1. En raison de la pandémie de covid-19, le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) a tenu sa 3^e réunion sous une forme hybride, certains membres ayant pu être présents en personne et la majorité ayant participé par vidéoconférence. La liste des participants figure à l'annexe II.

Point 1 : Ouverture de la réunion, ordre du jour et informations sur les élections

2. Triantafillos LOUKARELIS (Italie), président du CDADI, ouvre la réunion et informe le Comité que les « Lignes directrices sur la défense de l'égalité et la protection contre la discrimination et la haine pendant la pandémie de covid-19 et d'autres crises similaires à venir » ont été adoptées par le Comité des Ministres le 5 mai 2021. Le Comité des Ministres a également pris note de l'exposé des motifs que le CDADI a élaboré avec le projet de lignes directrices. Le président invite les membres du Comité à contribuer à leur large diffusion et à leur mise en œuvre dans leur pays.
3. Le président transmet au CDADI l'invitation de la présidence italienne du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à tenir sa 5^e réunion à Rome du 15 au 18 mars 2022. De plus, le président informe le CDADI qu'une première réunion du bureau a eu lieu le 11 mai 2021 par vidéoconférence.
4. Le CDADI prend note des informations concernant les élections et les nominations et adopte l'ordre du jour tel qu'il figure dans l'annexe I.

Point 2 : Coopération avec la société civile et critères d'octroi du statut d'observateur

5. Le CDADI mène une discussion, sur la base d'un document de travail, sur les différents moyens de renforcer la coopération avec la société civile. Le président cite l'exemple du groupe de travail du CDADI sur la participation politique active des jeunes appartenant à des minorités nationales (GT-ADI-MIN), qui a mis au point un questionnaire à l'intention des organisations de la société civile, par le biais duquel il a obtenu 90 réponses.
6. Le CDADI examine également les critères d'octroi du statut d'observateur aux organisations de la société civile, convient d'étudier plus avant la pratique des autres comités directeurs en la matière et décide de reporter les points 9 et 10 de l'ordre du jour à sa prochaine réunion.

Point 3 Discours de haine

7. María Rún BJARNADÓTTIR, présidente du [Comité d'experts pour la lutte contre le discours de haine \(ADI/MSI-DIS\)](#), présente une synthèse des discussions tenues lors de la 3^e réunion de l'ADI/MSI-DIS, ainsi que le projet de recommandation du Comité des Ministres (recommandation CM) sur la lutte contre le discours de haine, que l'ADI/MSI-DIS a approuvé pendant cette réunion.
8. Le CDADI procède à un échange de vues avec Inge WELBERGEN, présidente du [Comité directeur sur les médias et la société de l'information \(CDMSI\)](#), qui rappelle l'importance qu'il y a à travailler en collaboration avec le CDADI sur le projet de recommandation CM, et informe le CDADI que le CDMSI a décidé de soumettre ce projet à une consultation publique. De plus, la présidente du CDMSI présente un aperçu des travaux du [Comité d'experts sur la liberté d'expression et les technologies numériques](#) (MSI-DIG) et du [Comité d'experts sur l'environnement des médias et la réforme](#) (MSI-REF).
9. Pendant l'échange de vues sur le projet de recommandation CM, plusieurs délégations font

référence à leurs contributions écrites. Il est convenu que le champ d'application du projet de recommandation CM ne doit pas être limité aux motifs de discrimination couverts par le mandat du CDADI, mais englober un plus large éventail de motifs, tels qu'ils ont été inclus dans le projet actuel.

10. Jean-Paul LEHNERS, représentant de l'ECRI auprès du CDADI, résume la pratique de l'ECRI concernant l'usage du terme de « race », qui consiste à placer ce terme entre guillemets et à insérer, lorsqu'il est utilisé pour la première fois dans un document, une note de bas de page indiquant, comme dans la [Recommandation de politique générale n° 2 de l'ECRI sur les organismes de promotion de l'égalité](#), ce qui suit : « Tous les êtres humains appartenant à la même espèce, l'ECRI rejette les théories fondées sur l'existence de « races » différentes. Cependant, afin d'éviter de laisser sans la protection prévue par la recommandation les personnes qui sont généralement et erronément perçues comme appartenant à une « autre race », elle utilise ce terme dans la présente recommandation ».
11. Le CDADI mène une discussion sur la pratique de l'ECRI et décide de soumettre le projet de recommandation CM à une consultation publique, avec les deux versions du terme de race, avec et sans guillemets.

Point 4 : Élections et nominations

12. Le CDADI élit Olena BOGDAN (Ukraine) à la fonction de vice-présidente du CDADI et Ben GREENER (Royaume-Uni) à la fonction de représentant d'un État membre auprès du Groupe de travail sur l'intégration interculturelle (GT-ADI-INT). En l'absence de candidats, la nomination du rapporteur sur les droits des personnes handicapées est reportée.

Point 5 : Participation politique des jeunes appartenant à des minorités nationales

13. Trois membres du Groupe de travail chargé de réaliser une étude sur la participation politique active des jeunes appartenant à des minorités nationales (GT-ADI-MIN), Adrienne TOTH-FERENCI (Hongrie), Cristina MILAGRE (Portugal) et Cha MI VU (Fédération de Russie) présentent le projet d'étude modifié sur la participation politique active des jeunes appartenant à des minorités nationales dans les États membres du Conseil de l'Europe, résumant ses principales conclusions et expliquent les principales modifications que le groupe de travail y a apportées sur la base des commentaires formulés par les membres du CDADI, ses participants et ses observateurs. Le CDADI adopte l'étude et note qu'elle sera présentée lors d'une conférence qui se déroulera sous la présidence hongroise du Comité des Ministres au Centre européen de la jeunesse de Budapest en septembre 2021.

Point 6 : Orientation sexuelle et identité de genre

14. Le CDADI procède à un échange de vues avec Josie YOUD (Royaume-Uni), membre du Bureau du CDADI et coprésidente du Réseau européen de points focaux gouvernementaux LGBTI (EFPN). Elle présente les propositions du Réseau concernant la méthodologie et le calendrier des rapports thématiques et du rapport d'examen complet sur la mise en œuvre de la Recommandation CM (2010)⁵, qui sera présentée au CDADI pour adoption à sa prochaine réunion.
15. Le CDADI procède à un autre échange de vues avec Michael FARRELL, vice-président de l'ECRI et président de sa Task Force sur les questions LGBTI, qui rappelle que les rapports de monitoring par pays de l'ECRI couvrent la question de l'égalité des personnes LGBTI et que l'ECRI demeure résolue à élaborer une recommandation de politique générale (RPG) sur l'égalité des personnes LGBTI, comme elle l'a indiqué dans sa Feuille de route 2019 vers l'égalité effective. De plus, le vice-

président de l'ECRI explique qu'il est prévu de fonder cette RPG sur les conclusions et les recommandations issues du monitoring par pays de l'ECRI, ainsi que sur le travail de terrain de sa Task Force sur les questions LGBTI. Enfin, le vice-président rappelle que le secrétariat de l'ECRI a élaboré une [fiche thématique](#) qui résume les recommandations de l'ECRI concernant l'égalité des personnes LGBTI.

Point 7 : Intégration interculturelle – projet de Modèle de cadre pour une stratégie d'intégration interculturelle au niveau national

16. Pia BUHL-GIROLAMI, présidente du [Groupe de travail sur l'intégration inclusive \(GT-ADI-INT\)](#), présente les résultats de la 3^e réunion du GT-ADI-INT des 16 et 17 mars 2021 et de sa réunion extraordinaire du 26 mai. La présidente rappelle que le GT-ADI-INT a révisé le projet de Modèle de cadre pour une stratégie d'intégration interculturelle au niveau national lors de sa 3^e réunion et qu'il l'a soumis aux membres du CDADI, ainsi qu'à ses participants et observateurs, afin de recueillir leurs observations écrites. Il a ensuite tenu une réunion extraordinaire le 26 mai, pendant laquelle il a examiné les observations et modifications proposées et s'est mis d'accord sur les modifications à apporter au texte, parfois à l'unanimité et parfois sur la base d'une recommandation de la majorité.
17. Le CDADI mène une discussion sur le projet révisé de Modèle de cadre pour une stratégie d'intégration interculturelle au niveau national, demande à la présidente du GT-ADI-INT de régler, avec d'autres membres du GT-ADI-INT, du CDADI et du Secrétariat, les derniers points de discussion, puis adopte le projet de Modèle de cadre pour une stratégie d'intégration interculturelle au niveau national. La délégation de la Fédération de Russie formule une déclaration concernant le texte. Elle figure dans l'annexe III.

Point 8 : Intégration interculturelle – Projet de recommandation CM sur des politiques et une gouvernance multiniveaux pour l'intégration interculturelle

18. Le président rappelle que les membres du CDADI, ainsi que ses participants et observateurs, ont aussi été invités à soumettre des observations écrites concernant le projet de recommandation CM sur des politiques et une gouvernance multiniveaux pour l'intégration interculturelle ; ces commentaires ont également été examinés pendant la réunion du GT-ADI-INT du 26 mai et un texte révisé a été soumis au CDADI.
19. Le CDADI examine le projet révisé de recommandation CM, donne des conseils supplémentaires au GT-ADI-INT pour achever l'élaboration de ce projet et décide de tenir une consultation publique sur le projet, dans lequel 14 propositions de modifications émanant d'une délégation ont été insérées.

Point 11 : Intelligence artificielle, égalité et discrimination

20. Pendant l'échange de vues sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination, le CDADI prend note de l'étude "[Discrimination, artificial intelligence and algorithmic decision-making](#)", réalisée par Frederik Zuiderveen Borgesius, professeur de technologies de l'information et de la communication et de droit privé à l'Université Radboud, ainsi que du rapport "[Regulating for an Equal AI: A New Role for Equality Bodies](#)" réalisée par EQUINET.
21. Erik ADELL HELLSTRÖM (Suède), rapporteur du CDADI sur l'intelligence artificielle et représentant du CDADI auprès du Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI), informe le CDADI des différentes initiatives en cours dans le domaine de l'intelligence artificielle, et notamment des conclusions de [l'Étude de faisabilité d'un cadre juridique pour la conception, le développement et](#)

[l'application de l'IA fondé sur les normes du Conseil de l'Europe](#), que le CAHAI a adoptée le 17 décembre 2020. Le rapporteur rappelle que le CDADI a, à sa 2^e réunion, discuté la possibilité de travailler au cours des prochaines années sur le thème de l'intelligence artificielle, de l'égalité et de la discrimination. La première étape serait de réaliser une étude de faisabilité et de cadrage afin de définir le champ d'application et le contenu d'un éventuel instrument juridique non contraignant sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination. Cette proposition a obtenu des appuis supplémentaires et il a été suggéré que le CDADI collabore sur ce sujet avec la Commission du Conseil de l'Europe pour l'égalité de genre.

Point 12 : Roms et Gens du voyage

22. Jan HERO (République slovaque), vice-président du [Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage \(ADI-ROM\)](#), informe le CDADI des résultats de la 3^e réunion de l'ADI-ROM, de la Conférence de la jeunesse rom tenue en avril 2021 et de la dernière réunion du [Dialogue du Conseil de l'Europe avec la société civile des Roms et des Gens du voyage](#), qui a porté sur la lutte contre le discours de haine. Il l'informe également de la préparation de la 8^e Conférence internationale des femmes roms qui aura lieu en septembre 2021 en Macédoine du Nord¹.
23. Thorsten AFFLERBACH, chef de division de l'Équipe Roms et Gens du voyage et secrétaire de l'ADI-ROM présente un aperçu des programmes conjoints de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe mis en œuvre par l'Équipe Roms et Gens du voyage : [Écoles inclusives : faire la différence pour les enfants roms](#) (INSCHOOL), [Accès des femmes roms à la justice](#) (JUSTROM), [Inclusion des Roms au niveau local](#) (ROMACT), et [Promouvoir la bonne gouvernance et l'autonomisation des Roms au niveau local](#) (ROMACTED).
24. Le CDADI prend note de ces programmes de coopération, auxquels il apporte son soutien, encourage la diffusion de leurs résultats et se félicite des bons résultats obtenus dans le cadre de ces projets, qui servent de projets pilotes et suscitent d'autres initiatives nationales.

Point 13 : Égalité de traitement des femmes et des filles appartenant aux communautés des Roms et des Gens du voyage

25. Le CDADI procède à un échange de vues avec Zora POPOVA et prend note du rapport « Autonomisation des femmes roms et des femmes issues de la communauté des Gens du voyage : un changement en construction. Vers une feuille de route pour faire progresser l'égalité des genres des femmes roms et issues de la communauté des Gens du voyage dans les États membres du Conseil de l'Europe », que Mme POPOVA a rédigée et présentée au CDADI.
26. Patrícia SÃO JOÃO (Portugal), rapporteure pour l'égalité de genre du CDADI, insiste sur l'importance qu'il y a à tenir compte de la perspective de genre dans tous les travaux et discussions du CDADI. La rapporteure souligne que la pandémie continue d'exacerber les inégalités subies par les groupes vulnérables et qu'il importe plus que jamais d'accorder une attention particulière aux dimensions intersectionnelles de la discrimination qui touche les femmes et d'autres individus. La rapporteure exprime son soutien au projet du CDADI de se consacrer à la promotion de l'égalité de traitement des femmes et des filles appartenant aux communautés des Roms et des Gens du voyage qui, chaque jour, doivent surmonter des difficultés supplémentaires en raison des discriminations qu'elles subissent en tant que roms et en tant que femmes et de leur forte exposition à l'antitsiganisme. La rapporteure se félicite également de la proposition d'élaborer un projet de recommandation CM sur la promotion de l'égalité de traitement des femmes et des filles appartenant aux communautés des Roms et des Gens du voyage, formulée pendant la 2^e réunion

¹ Cette conférence a par la suite été reportée à novembre 2021.

du CDADI.

27. Maberka KAMBERI (Macédoine du Nord), rapporteure pour l'égalité de genre de l'ADI-ROM, informe le CDADI que la Macédoine du Nord accueillera la 8^e Conférence internationale des femmes roms du 15 au 17 septembre 2021 à Skopje², pendant laquelle un plan national d'action en faveur des femmes roms, élaboré avec le soutien technique de l'ADI-ROM, sera présenté. La rapporteure insiste également sur l'importance qu'il y a à associer l'ensemble des parties prenantes au traitement des questions roms, à recueillir des données ethniques et à assurer l'éducation des enfants roms de l'école maternelle jusqu'à l'université, afin de faciliter leur pleine participation à la société.

Point 14 : Méthodes de travail

28. Andreas NIELSEN (Danemark), membre du Bureau du CDADI, présente un projet de document sur les méthodes de travail. Sur cette base, le CDADI procède à un échange de vues sur ses méthodes de travail et sur l'élaboration de ses documents. Il décide de poursuivre cette discussion lors d'une prochaine réunion.

Point 15 : informations sur le mandat

29. Hallvard GORSETH, secrétaire du CDADI, présente un aperçu du processus d'élaboration et d'adoption du mandat du CDADI pour les années 2022-2025. Le projet de mandat devrait être fondé sur les résultats de l'échange de vues sur ses priorités futures que le CDADI a tenu lors de sa 2^e réunion.

Point 16 : Adoption du rapport abrégé/liste des décisions et autres questions

30. Le CDADI mène une brève discussion sur ses observations concernant la Recommandation 2198 (2021) de l'Assemblée parlementaire « Préserver les minorités nationales en Europe » et procède à leur adoption.
31. Le président informe le Comité que la 4^e réunion du CDADI se tiendra du 7 au 9 décembre 2021 à Strasbourg. Le président encourage les participants à réserver dès à présent un hébergement avec possibilité d'annulation gratuite, étant donné que la réunion aura lieu pendant le marché de Noël de Strasbourg. Enfin, le président rappelle qu'il est prévu de tenir la 5^e réunion du CDADI du 15 au 18 mars 2022 à Rome.
32. Le CDADI adopte le rapport abrégé.

² Voir la précédente note de bas de page.

Appendix I
Agenda / Ordre du jour
3rd Meeting / 3^{ème} Réunion
15-17 June /juin 2021

15 June 2021

1. Opening, Agenda and Information on Elections

Working documents:
CDADI(2021)15prov1 Draft Annotated Agenda and Order of Business

2. Cooperation with civil society and criteria for granting observer status

Working documents:
CDADI(2021)20 *Cooperation with civil society and criteria for granting observer status*

3. Hate speech

Working documents:
CDADI(2021)18 Comments received on the draft Committee of Ministers Recommendation to member States on combating hate speech
ADI/MSI-DIS(2021)7 Report of the 3rd meeting of the ADI/MSI-DIS
ADI/MSI-DIS(2020)4 Draft Recommendation of the Committee of Ministers to member States on combating hate speech, version 30 April 2021
ADI/MSI-DIS(2020)1 Information paper on the drafting of the Committee of Ministers Recommendation on combating hate speech
CRI(2016)15 [ECRI General Policy Recommendation No. 15 on Combating Hate Speech](#)

4. Elections and appointments

Working documents:
CDADI(2020)1 [Terms of Reference of CDADI for 2020-2021](#)
Resolution CM/Res(2011)24 [on intergovernmental committees and](#)

15 juin 2021

1. Ouverture de la réunion, l'ordre du jour et informations sur les élections

Document de travail :
CDADI(2021)15 prov1 Projet d'ordre du jour annoté et d'ordre des travaux

2. Coopération avec la société civile et critères d'octroi du statut d'observateur

Documents de travail :
CDADI(2021)20 *Coopération avec la société civile et critères d'octroi du statut d'observateur*

3. Discours de haine

Documents de travail :
CDADI(2021)18 Propositions d'amendements au projet de Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la lutte contre le discours de haine
ADI/MSI-DIS(2021)7 Rapport de la 3^{ème} réunion de l'ADI/MSI-DIS
ADI/MSI-DIS(2020)4 Projet de recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la lutte contre les discours de haine, version 30 avril 2021
ADI/MSI-DIS(2020)1 Document d'information sur la rédaction de la Recommandation du Comité des Ministres sur la lutte contre le discours de haine
CRI(2016)15 [Recommandation de politique générale n°15 de l'ECRI sur la lutte contre le discours de haine](#)

4. Élections et nominations

Documents de travail :
CDADI(2020)1 [Mandat du CDADI pour 2020-2021](#)
Résolution CM/Res(2011)24 [sur les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et](#)

[subordinate bodies, their terms of reference and working methods](#)

CDADI(2021)4 Secretariat memorandum on elections of the Vice-Chair of the CDADI

CDADI(2021)24 Secretariat memorandum on the election of members to the GT-ADI-INT

5. Political participation of national minority youth

Working documents:

CDADI(2021)16 Draft study on active political participation of national minority youth

6. Sexual Orientation and Gender Identity

Working documents:

CDADI (2021)10 Draft roadmap for the review of implementation of Recommendation **CM/Rec(2010)5**

Recommendation CM/Rec(2010)5 on measures to combat discrimination on grounds of sexual orientation or gender identity

CDDH(2019)24Addendum4 [Report on the implementation of Recommendation CM/Rec\(2010\)5 of the Committee of Ministers to member States on measures to combat discrimination on grounds of sexual orientation or gender identity](#)

Secretariat of ECRI, [Factsheet on LGBTI issues](#)

16 June 2021

7. Intercultural integration – Draft Model framework for an intercultural integration strategy at the national level

Working documents:

GT-ADI-INT(2021)5 Report of the 3rd GT-ADI-INT meeting

GT-ADI-INT(2021)7 Report of the 4th GT-ADI-INT meeting

CDADI (2021)6prov3 Draft Model framework for an intercultural integration strategy at the national level

[leurs méthodes de travail](#)

CDADI(2021)4 Mémoire préparé par le Secrétariat du sur les élections du/de la Vice-président€ du CDADI**CR(2011)37**

[Recommandation de politique générale n°13 révisée de l'ECRI sur la lutte contre l'antitsiganisme et les discriminations envers les Roms](#)

5. Participation politique des jeunes des minorités nationales

Documents de travail :

CDADI(2021)16 Projet d'étude sur la participation politique active des jeunes des minorités nationales

6. Orientation sexuelle et identité de genre

Documents de travail :

CDADI (2021)10 Projet de feuille de route pour l'examen de la mise en œuvre de la recommandation **CM/Rec(2010)5**

Recommandation CM/Rec(2010)5 sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre

CDDH(2019)24Addendum4 [Rapport du CDDH sur la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec\(2010\)5 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.](#)

Secrétariat de l'ECRI, [Fiche thématique sur les questions relatives aux personnes LGBTI](#)

16 juin 2021

7. Intégration interculturelle - Projet de cadre modèle pour une stratégie d'intégration interculturelle au niveau national

Document de travail :

GT-ADI-INT(2021)5 Rapport de la 3ème réunion du GT-ADI-INT

GT-ADI-INT(2021)7 Rapport de la 4ème réunion du GT-ADI-INT

CDADI (2021)6prov3 Projet de Modèle de cadre pour une stratégie d'intégration interculturelle au niveau national

CM/Rec(2015)1 [Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur](#)

[CM/Rec\(2015\)1 Recommendation of the Committee of Ministers to member States on intercultural integration](#)

8. Intercultural integration - Draft CM Recommendation on multi-level policies and governance for intercultural integration

Working documents:
CDADI (2021)7prov3 Consolidated draft Recommendation of the Committee of Ministers to member states on multi-level policies and governance for intercultural integration

9. Exchange of views with organisations requesting observer status

Working documents:
Resolution CM/Res(2011)24 on intergovernmental committees and subordinate bodies, their terms of reference and working methods
CDADI(2021)19 Requests for Observer Status in CDADI
CDADI(2021)20 Cooperation with civil society and criteria for granting observer status

10. Requests for observer status

Working documents:
Resolution CM/Res(2011)24 on intergovernmental committees and subordinate bodies, their terms of reference and working methods
CDADI(2021)19 Requests for Observer Status in CDADI
CDADI(2021)20 Cooperation with civil society and criteria for granting observer status

11. Artificial intelligence, equality and discrimination

Working documents:
Study on "[Discrimination, artificial intelligence and algorithmic decision-making](#)" - Prof. Frederik Zuiderveen Borgesius (2018)

[l'intégration interculturelle](#)

8. Intégration interculturelle - Projet de recommandation du CM sur les politiques et la gouvernance à plusieurs niveaux pour l'intégration interculturelle

Documents de travail :
CDADI (2021)7prov3 Projet consolidé de Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur des politiques et une gouvernance multiniveaux pour l'intégration interculturelle

9. Échange de vues avec les organisations demandant le statut d'observateur

Documents de travail :
Résolution CM/Res(2011)24 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail
CDADI(2021)19 Demandes de statut d'observateur au CDADI
CDADI(2021)20 Coopération avec la société civile et critères d'octroi du statut d'observateur

10. Demandes de statut d'observateur

Documents de travail:
Résolution CM/Res(2011)24 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail
CDADI(2021)19 Demandes de statut d'observateur au CDADI
CDADI(2021)20 Coopération avec la société civile et critères d'octroi du statut d'observateur

11. Intelligence artificielle, égalité et discrimination

Documents de travail :
Étude sur "[Discrimination, intelligence artificielle décisions algorithmique](#)" - Prof. Frederik Zuiderveen Borgesius (2018)
Rapport Equinet "[Regulating for an Equal AI : A New Role for Equality Bodies](#)" (2020)

[Equinet Report “Regulating for an Equal AI: A New Role for Equality Bodies”](#) (2020)
CAHAI(2020)23 [Feasibility study on a legal framework on AI design, development and application based on Council of Europe's standards](#) adopted by the CAHAI on 17 December 2020

17 June 2021

12. Roma and Travellers

Working documents:
ADI-ROM(2021)11-Bil final Abridged Report 3rd mtg - 16-17 March 2021
CDADI (2021)22 Presentation of cooperation programmes for Roma and Travellers

13. Equality for Roma and Traveller women and girls

Working documents:
IRWC(2021)1 Empowerment of Roma and Traveller women: A change under construction. Towards a Roadmap for Advancing Gender Equality of Roma and Traveller women in Council of Europe member States – prepared by Dr Zora Popova

14. Working methods

Working documents:
CDADI(2021)21 CDADI working methods

15. Information on Terms of Reference

Working documents:
CDADI(2020)1 [Terms of Reference of CDADI for 2020-2021](#)
CDADI (2021)12 Full Report of the 2nd CDADI Plenary meeting

16. Adoption of the Abridged Report/List of Decisions and other business

Working documents:
CDADI(2021)25 *Abridged Report/List of Decisions of the 3rd CDADI Plenary meeting*

CAHAI(2020)23 Etude de faisabilité relative à un cadre juridique pour la création, le développement et l'application de l'IA sur la base des normes du Conseil de l'Europe, adoptée par le CAHAI le 17 décembre 2020

17 juin 2021

12. Roms et gens du voyage

Documents de travail :
ADI-ROM(2021)11-Bil final Rapport abrégé 3e mtg - 16-17 mars 2021
CDADI (2021)22 Présentation des programmes de coopération pour les Roms et les Gens du voyage

13. Égalité pour les femmes et les filles roms et les femmes et filles du voyage

Documents de travail :
IRWC(2021)1 L'autonomisation des femmes roms et des femmes du voyage : Un changement en construction. Vers une feuille de route pour faire progresser l'égalité de genre des femmes roms et des femmes du voyage dans les Etats membres du Conseil de l'Europe - préparé par Dr Zora Popova

14. Méthodes de travail

Documents de travail :
CDADI(2021)21 Méthodes de travail CDADI

15. Informations sur le mandat

Documents de travail :
CDADI(2020)1 [Mandat du CDADI pour 2020-2021](#)
CDADI (2021)12 Rapport complet de la 2ème réunion plénière du CDADI

16. Adoption du rapport abrégé/liste des décisions et autres questions

Documents de travail :
CDADI(2021)25 Rapport abrégé/Liste des décisions de la 3ème réunion plénière du CDADI

Appendix II
List of Participants / Liste des participants
3rd Plenary Meeting / 3ème Réunion plénière
15-17 June / juin 2021

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA/ALBANIE**Brunilda MINAROLLI**

Head of Human Rights and Reporting Sector, Directorate of International Organizations, Ministry for Europe and Foreign Affairs, Tirana

ANDORRA/ANDORRE

excused

ARMENIA/ARMÉNIE**Hasmik SIMONYAN**

Head of Division on International Cooperation on Human Rights, Department of Human Rights and Humanitarian Issues, Ministry of Foreign Affairs of Armenia, Yerevan

AUSTRIA/AUTRICHE

excused

AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN**Etibar NAJAFOV**

Senior Adviser, Department of Humanitarian policy, Diaspora, Multiculturalism and Religious issues, Presidential Administration of the Republic of Azerbaijan, Baku

BELGIUM/BELGIQUE**Tine CLAUS**

Team Lead, Equal Opportunities Department, FPS Justice, Brussels

Tom De BRUYN

Policy officer, Government of Flanders, Agency for Home Affairs, Department Equal Opportunities, Integration and Civic Integration, Brussel

BOSNIA AND HERZEGOVINA/BOSNIE-HERZÉGOVINE**Saliha ĐUDERIJA**

Assistant Minister, Ministry for Human Rights and Refugees of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo

BULGARIA/BULGARIE**Rositsa IVANOVA**

Secretary and Senior Project Officer, Secretariat of the National Council for Cooperation on Ethnic and Integration Issues, Council of Ministers, Sofia

CROATIA/CROATIE**Alen TAHIRI**

Director, Government Office for Human Rights and Rights of National Minorities, Zagreb

Nikolina PATALEN

Advisor, Government Office for Human Rights and Rights of National Minorities, Zagreb

CYPRUS/CHYPRE

excused

CZECH REPUBLIC/REPUBLIQUE TCHEQUE

Jakub MACHAČKA

Head of Unit, Secretariat of the Government Council for Human Rights, Department of Human Rights and Protection of Minorities, Office of the Government of the Czech Republic, Prague

DENMARK/DANEMARK

Andreas NIELSEN

Head of section, Department of Gender Equality, Ministry of Employment, Copenhagen

ESTONIA/ESTONIE

Kerli TIIK

Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Estonia to the Council of Europe, Strasbourg

Élise MARÉCHAL

Intern, Permanent Representation of Estonia to the Council of Europe, Strasbourg

FINLAND/FINLANDE

Päivi ROTOLA-PUKKILA

Legal counsellor, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Legal Service of the Ministry for Foreign Affairs of Finland, Helsinki

FRANCE

Laurence VILLETTE-RICHARD

Conseillère justice et relations internationales, Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), Paris

GEORGIA/GÉORGIE

Lia GIGAURI

Deputy State Minister for Reconciliation and Civic Equality, Tbilisi

Tinatin GOGHELIANI

Head of Civic Equality Department, Office of the State Minister of Georgia for Reconciliation and Civic Equality, Tbilisi

Rusudan ASATIANI

Deputy Head of Civic Equality Department, The Office of the State Minister of Georgia for Reconciliation and Civic Equality

GERMANY/ALLEMAGNE

Jürgen MERZ

Head of Division VI4: European Law, International Law, Federal Ministry of the Interior, Building and Community, Berlin

GREECE/GRÈCE

Athanasia VASILOPOULOU

Head, Directorate of Human Rights and Pardon Award, Hellenic Ministry of Justice, Athens

Aikaterini ZAHARAKI

Department of Human Rights, Hellenic Ministry of Justice

HUNGARY/HONGRIE

Adrienn TÓTH-FERENCI

Head of Cabinet, Ministerial Commissioner for Neighbourhood Policy, Ministry of Foreign Affairs and Trade, Budapest

Ágnes OSZTOLYKÁN

Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Hungary to the CoE, Strasbourg

ICELAND/ISLANDE

María BJARNADOTTIR

Expert appointed to the CDADI by Iceland, Reykjavík

IRELAND/IRLANDE

Jane Ann DUFFY

Principal Officer, Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, Dublin

Éimear O'BRIEN

Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth (DCEDIY), Dublin

Janet LACEY

Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, Dublin

AnnMarie QUARRY

Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth (DCEDIY)

ITALY/ITALIE

Triantafillos LOUKARELIS

Director, National Office against Racial Discrimination – UNAR, Rome

Roberto BORTONE

UNAR- National Anti-Racial Discrimination Office, Rome

Nadan PETROVIC

Professor, Coordinator of the Centre for migration and refugee studies, Rome

LATVIA/LETTONIE

Sandra KAULINA

Lawyer, Second Secretary, Human Rights Division, Department of International Organisations and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs, Riga

LIECHTENSTEIN

No nomination / Pas de nomination

LITHUANIA/LITUANE

excused

LUXEMBOURG

Pierre WEISS

Sociologist, Integration Department, Ministry of Family Affairs, Integration and the Greater Region, Luxembourg

MALTA/MALTE

Alexander TORTELL

Head of the Integration and Anti-Racism Unit, Human Rights and Integration Directorate, Ministry for European Affairs and Equality, Paola

Gabriella CALLEJA

Head of the SOGIGESC Unit, Human Rights and Integration Directorate, Ministry for European Affairs and Equality, Paola

REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Nicolae RĂDIȚA

Adviser to the Prime Minister of the Republic of Moldova on Human Rights and Interethnic Relations, Chisinau

MONACO

No nomination / Pas de nomination

MONTENEGRO

excused

NETHERLANDS/PAYS-BAS

Paul .B.C.D.F. VAN SASSE VAN IJSSELT (Paul)

Supervising legal advisor, Directorate of Constitutional Affairs, Ministry of the Interior and Kingdom Relations, The Hague

Marije GRAVEN

Senior Legal advisor on Human Rights, Ministry of the Interior and Kingdom Relations, The Hague

Richard de GROOT

Ministry of the Interior and Kingdom Relations, The Hague

NORTH MACEDONIA/ MACÉDOINE DU NORD

Svetlana CVETKOVSKA

Head of the Department for Protection and Prevention of All Forms of Discrimination, Sector for Equal Opportunity, Ministry of Labour and Social Policy, Skopje

Ms Mabera KAMBERI

Head of Department for coordination and technical assistant to the minister, Ministry of labor and social policy, Skopje

NORWAY/NORVÈGE

Petter SØRLIEN

Senior Adviser, Department of Equality, Non-discrimination and International Affairs, Ministry of Culture, Oslo

POLAND/POLOGNE

Katarzyna MIZERSKA

Senior expert, Unit for Preventing Trafficking in Human Beings and Hate Crimes, Department for Analyses and Migration Policy, Ministry of the Interior and Administration, Warsaw

Alice NEFFE

Acting Director, Office of the Government Plenipotentiary for Equal Treatment, Ministry of Family and Social Policy, Warsaw

PORTUGAL

Cristina MILAGRE

Adjointe au Cabinet de la Secrétaire d'état à l'intégration et aux migrations, Lisbonne

Patrícia SÃO JOÃO

Spécialiste technique, Cabinet du Secrétaire d'État à la Citoyenneté et à l'Égalité, Lisbonne

ROMANIA/ROUMANIE

Dragoş HOTEA

Director, Department for Human Rights, Protection of Minorities and CoE, Ministry of Foreign Affairs, Bucharest

Liviu BLEOCA

Adviser, Directorate for Human Rights, Protection of Minorities and the Council of Europe, Ministry of Foreign Affairs, Bucharest

RUSSIAN FEDERATION/FÉDÉRATION DE RUSSIE

Sergey Leonidovich CHUMAREV

Head of European Division, Department for Humanitarian Cooperation and Human rights, Ministry of Foreign Affairs, Moscow

Alena GAVRILENKO

Third Secretary, Department for Humanitarian Cooperation and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, Moscow

SAN MARINO/SAINT-MARIN

Arianna SCARPELLINI

Assistant of the Minister, Ministry of Health and Social Security, Welfare and Social Affairs, Political Affairs, Equal Opportunities and Technological Innovation, the City of San Marino

SERBIA/SERBIE

Boris MILICEVIC

Assistant Minister for Human and Minority Rights and Social Dialogue, Belgrade

SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE

Marián FILČÍK

Director of the Human Rights Department, Ministry of Justice of the Slovak Republic, Bratislava

SLOVENIA/SLOVÉNIE

Stanko BALUH

Director, Government Office for National Minorities, Ljubljana

Marčela NOVLJAN LOVRINCIC

Secretary, Government Office for National Minorities, Ljubljana

SPAIN/ESPAGNE

Carlos MORÁN FERRÉS

Deputy A. Director General for Equal Treatment and Ethnic Diversity, Ministry of Equality, Madrid

Alejandro Dominguez LA ROSA

Directorate General for LGBTI Rights, Ministry of Equality, Madrid

SWEDEN/SUÈDE

Erik ADELL HELLSTRÖM

EU- and International Affairs Coordinator, Division for Discrimination Issues, Human Rights and Child Rights Policy, Ministry of Employment, Stockholm

SWITZERLAND/SUISSE

Nathalie MARTI

Ambassadeur, Vice-directrice de la Direction du droit international public DDIP, Département fédéral des affaires étrangères, Berne

Sophie HEEGAARD-SCHROETER

Avocate, conseillère juridique, Direction du droit international public DDIP, Département fédéral des affaires étrangères, Berne

TURKEY/TURQUIE

İbrahim YUSUFOĞLU

Rapporteur Judge, Ministry of Justice, Department of Human Rights, Ankara

UKRAINE

Olena BOGDAN

Head, State Service of Ukraine for Ethnic Affairs and Freedom of Conscience, Kyiv

Denys TERESHCHENKO

State Service of Ukraine for Ethnic Affairs and Freedom of Conscience, Kyiv

UNITED KINGDOM/ROYAUME UNI

Josie YOUD

International LGBT Policy Adviser, Department for Education, London

INVITEES / INVITES

Dr Zora POPOVA, Independent expert on Roma women issues

Prof Frederik ZUIDERVEEN BORGESIU, Professor of ICT and private law, Radboud University

Liisa MÄNNISTÖ (OM), Member of the WG on minorities / *Membre du GT sur les minorités nationales*

Cha Mi VU, Member of the WG on minorities / *Membre du GT sur les minorités nationales*

Zsuzsanna RUTAI, Consultant in the WG on a study on active political participation of minority youth / *Consultante du GT sur une étude sur la participation politique active des jeunes des minorités*

Pia Buhl GIROLAMI, Chair / *Présidente du GT-ADI-INT*, Policy director at the Ministry of education and research, Department of integration, Oslo, Norway

Claudia EMMANUEL LAREDO, Vice-Chair / *Vice-Présidente du GT-ADI-INT*, Official at the International cooperation and coexistence department, City of Bilbao, Spain

PARTICIPANTS

European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) / Commission européenne contre le racisme et l'intolérance

Michael FARRELL, Vice-Chair of ECRI and Chair of ECRI's Task Force on LGBTI issues / *Vice-président de l'ECRI et président du GT sur les questions LGBTI*

Jean-Paul LEHNERS, Member and former Chair of ECRI / *membre et ancien président de l'ECRI*

Johan FRIESTEDT, Executive Secretary / *Secrétaire Exécutif*

Mats LINDBERG, ECRI Secretariat / *Secrétariat de l'ECRI*

Robert RUSTEM, ECRI Secretariat / *Secrétariat de l'ECRI*

Advisory Committee of the Framework Convention for the Protection of National Minorities (ACFCNM) / Convention-cadre pour la protection des minorités nationales

Alexei AVTONOMOV, Representative of AC FCNM to CDADI / *representant de l'ACFCNM auprès du CDADI*

Elise CORNU, Executive Secretary of the AC FCNM / *Secrétaire Exécutive de l'ACFCNM*

Parliamentary Assembly of the Council of Europe (PACE) / Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Sarah BURTON, Secretary / *Secrétaire*, PACE Committee on Equality and Non-Discrimination / *Commission de l'APCE sur l'égalité et la non discrimination*

Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe / Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

n/a

Council of Europe's Office of the Commissioner for Human Rights / Bureau du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Patricia ÖTVÖS, Advisor, Division III / *Conseillère, Division III*

Charlotte ALTENHÖNER-DION, Adviser, Division I / *Conseillère, Division I*

Council of Europe Development Bank (CEB) / Banque de Développement du Conseil de l'Europe

Giovanni Battista CELIENTO, Deputy Executive Secretary of the CEB's Organs / *Secrétaire Exécutif adjoint des organes de la CEB*

Conference of INGOs of the Council of Europe / Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Goran MILETIC, Civil Rights Defenders (CRD)

Gilbert FLAM, Président de la commission des affaires européennes et internationales de la LICRA

Committee of Experts on Roma and Traveller Issues (ADI-ROM) / Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage

Ján HERO, Vice-Chair of the ADI-ROM / *Le vice-président de l'ADI-ROM*

Steering Committee on the rights of the child (CDENF) / Comité directeur pour les droits de l'enfant

Maren LAMBRECHT, Co-Secretary of the CDENF / *Co-secrétaire du CDENF*

Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI) / Comité directeur sur les médias et la société de l'information

Inge WELBERGEN, Chair of the CDMSI / *La présidente du CDMSI*

Artemiza-Tatiana CHISCA, Secretary of the CDMSI / *Sécretaire du CDMSI*

Laetitia DIMANCHE, Secretariat of the CDMSI, Co-Secretary of the ADI/MSI-DIS / *Co-secrétaire du CDMSI, Co-secrétaire de l'ADI/MSI-DIS*

Joanna SZELEZNIAK, Assistant to the Secretary of the CDMSI / *Assistante au secrétaire du CDMSI*

Patrick PENNINGCKX, Head of Information Society Department / *Chef de Service de la société de l'information*

Urška UMEK, Media and Internet Governance Division / *Division de Médias et gouvernance de l'Internet*

Felicia NICA, Independent expert / *Experte indépendante*

Advisory Council on Youth (CCJ) / Conseil consultatif sur la jeunesse

Pia SLOGAR, Member of the / *membre du CCJ* and / *et Youth of European Nationalities (YEN)*, Gdansk, Poland / *Membre du CCJ et YEN*

Joint Council on Youth (CMJ) / Conseil mixte sur la jeunesse

Mari KURTANIDZE (She/They), CMJ's Gender Equality Rapporteur, Board Member of IGLYO / *Rapporteur du CMJ sur l'égalité des genres, Membre du Conseil d'Administration d'IGLYO*

Gender Equality Commission (GEC) / Commission pour l'égalité de genre

Andreia Lourenço MARQUES, Vice-Chair of the Gender Equality Commission / *Vice-présidente de la Commission pour l'égalité de genre*

Caterina BOLOGNESE, Head, Gender Equality Division / *Chef de division, Division d'égalité entre les femmes et les hommes*

Cécile GRÉBOVAL, Programme Manager Gender Mainstreaming, Gender Equality Advisor / *Responsable de programme, Approche intégrée de l'égalité, Conseillère en matière d'égalité entre les femmes et les hommes*

Laurène THIL, Gender Equality Division / *Division d'égalité entre les femmes et les hommes*

European Committee of Social Rights (ECSR) / Comité européen des Droits sociaux

Rita SKREBISKIENE, President of the European Social Cohesion Platform (PECS) / *La présidente du PECS*

Margarita GALSTYAN, Secretary of the European Social Cohesion Platform / *Secrétaire du PECS*

North-South Centre of the Council of Europe / Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe

Ambassador Jorge SILVA LOPES, Executive Director of the North-South Centre / *Director general du Centre Nord-Sud*

Rocio CERVERA, Deputy Executive Director / *Directrice general adjointe du Centre Nord-Sud*

HOLY SEE / SAINT-SIEGE

Alessandra SILVI, Dicastery for Promoting Integral Human Development, Vatican City State / *Dicastère pour la promotion du développement humain intégral, État de la Cité du Vatican*

EUROPEAN CENTRE FOR MINORITY ISSUES (ECMI) / CENTRE EUROPEEN POUR LES QUESTIONS RELATIVES AUX MINORITES

Ljubica ĐORĐEVIĆ-VIDOJKOVIĆ, Senior Researcher, Head of the Justice and Governance Cluster / *Chercheur principal, responsable du pôle Justice et gouvernance*

DELEGATION OF THE EUROPEAN UNION TO THE COUNCIL OF EUROPE / DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

n/a

EUROPEAN COMMISSION, DG FOR JUSTICE AND CONSUMERS / COMMISSION EUROPÉENNE, DG POUR LA JUSTICE ET DES CONSOMMATEURS

Marc KIWITT, Policy Officer, Unit D1 – Non-discrimination and Roma coordination / *Spécialiste des politiques, Unité D1 - Non-discrimination et coordination des Roms, Brussels*

EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS (FRA) / AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPEENNE

Rossalina LATCHEVA, Programme Manager - Fair and Equal Societies, Research & Data Unit / *Chef du projet - Sociétés justes et égales, Unité de la recherche et des données, Vienna*

Sandra DUERR, Fair and Equal Societies, Research & Data Unit / *Sociétés justes et égales, Unité de la recherche et des données, Vienna*

**OSCE OFFICE FOR DEMOCRATIC INSTITUTIONS AND HUMAN RIGHTS (ODIHR)/
CONTACT POINT FOR ROMA AND SINTI ISSUES (CPRSI) /
BUREAU DE L'OSCE POUR LES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES ET LES DROITS DE L'HOMME
(BIDDH)/ POINT DE CONTACT POUR LES QUESTIONS ROMS ET SINTI**

n/a

**UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS (OHCHR) / HAUT-
COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME (HCDH)**

Edyta TUTA, Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights / *Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Brussels*

Mirca MORERA, Senior Minority Fellow / *Chercheur principal en minorités, Brussels*

**UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR) / HAUT COMMISSARIAT
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR)**

Andreas WISSNER, UNHCR Representative to the European Institutions in Strasbourg / *Représentant du HCR auprès des institutions européennes à Strasbourg*

Delphine LENEUTRE, Legal Associate / *Collaborateur juridique*

OBSERVERS / OBSERVATEURS

**EUROPEAN NETWORK OF EQUALITY BODIES (EQUINET) / RESEAU EUROPEEN DES
ORGANISMES D'EGALITE (EQUINET)**

Tena ŠIMONOVIĆ EINWALTER, Chair of the Equinet Executive Board, Deputy Ombudswoman, Croatia / *La présidente du Conseil exécutif d'Equinet, Ombudswoman adjointe, Croatie*

Milla VIDINA, Policy Officer, EQUINET Secretariat / *Chargé de mission, Secrétariat, Brussels*

Tamas KADAR, Head of Legal and Policy, EQUINET Secretariat / *Chef du service juridique et politique, Secrétariat, Brussels*

**The International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA) / L'Association
internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexes (ILGA)**

Cianán B. RUSSELL, Ph.D., Senior Policy Officer, ILGA-Europe / *Chargé de mission principal, ILGA-Europe, Brussels*

Transgender Europe -TGEU / Transgenre Europe

Masen DAVIS, Executive Director TGEU/ *Directeur général*

Richard KÖHLER, Senior Policy Officer/ *Chargé de mission principal*

Jonas HAMM, Policy officer/ *Chargé de mission*

ENAR - European Network against Racism / Réseau européen contre le racisme

Juliana SANTOS WAHLGREN, Senior Advocacy Officer / *Chargé de plaidoyer principal*

SECRETARIAT / SECRETARIAT

Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie

Jeroen SCHOKKENBROEK, Director of Anti-Discrimination / *Directeur de l'anti-discrimination*

Hallvard GORSETH, Secretary of the CDADI, Head of the Anti-discrimination Department and of the Roma and Travellers Team a.i. / *Secrétaire du CDADI, Chef de Service de l'anti-discrimination et de l'Equipe Roms et Gens du Voyage a.i.*

Wolfram BECHTEL, Co-Secretary of the CDADI, Anti-discrimination Department / *Co-secrétaire du CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Thorsten AFFLERBACH, Secretary of the ADI-ROM, Head of Division of the Roma and Travellers Team / *Secrétaire du ADI-ROM, Chef de la division pour l'Equipe Roms et Gens du Voyage*

Menno ETTEMA, Co-Secretary of ADI/MSI-DIS, No Hate Speech and Cooperation Unit, Directorate of Anti-discrimination / *Co-sécretaire de l'ADI/MSI-DIS, Unité Non au discours de haine et coopération, Direction de l'anti-discrimination*

Ivana D'ALESSANDRO, Secretary of the GT-ADI-INT, Head of the ICC Unit / *Sécretaire du GT-ADI-INT, Chef de l'unité ICC*

Irena GUIDIKOVA, Co-Secretary of the GT-ADI-INT, Head of the Anti-discrimination and Cooperation Division / *Co-sécretaire du GT-ADI-INT, Chef de la division Anti-discrimination et coopération*

Ben FREEMAN, Administrator for the WG on a study on active political participation of minority youth, Division of National Minorities and Minority Languages / *Administrateur pour le GT sur une étude sur la participation politique active des jeunes des minorités, Division des Minorités nationales et des Langues minoritaires*

Eleni TSETSEKOU, Head of the SOGI Unit, Directorate of Anti-discrimination / *Chef de l'unité SOGI, Direction de l'anti-discrimination*

Stefano VALENTI, Head of No Hate Speech and cooperation Unit, Directorate of Anti-discrimination / *Chef de l'unité Non au discours de haine et Coopération, Direction de l'anti-discrimination*

Aida-Diana FARKAS, Junior professional officer in the Secretariats of the CDADI and ECRI / *Administratrice junior dans les secrétariats du CDADI et de l'ECRI*

Ljiljana STOJISAVLJEVIC, Assistant to the Secretary of the CDADI, Personal Assistant of the Head of the Anti-Discrimination Department and the Roma and Travellers Team a.i. / *Assistante au secrétaire du CDADI, Assistante personnelle du Chef de service de l'anti-discrimination et de l'Equipe Roms et Gens du Voyage a.i.*

Gareth TREHARNE, Assistant to the Secretary of the ADI-ROM / *Assistant au secrétaire de l'ADI-ROM*

Lea PALAU, Assistant to the Secretary of the ADI/MSI-DIS / *Assistante au secrétaire de l'ADI/MSI-DIS*

Yann PRIVAT, Assistant to the Secretary of the GT-ADI-INT / *Assistante au secrétaire du GT-ADI-INT*

Andrea WICKSTROM, Assistant to the Secretary of the GT-ADI-INT / *Assistante au secrétaire du GT-ADI-INT*

INTERPRETERS /INTERPRETES

Chloé CHENETIER

Lucie DE BURLET

Jean-Jacques PEDUSSAUD

Annexe III

Déclaration de la Fédération de Russie concernant l'adoption du Modèle de cadre pour une stratégie d'intégration interculturelle au niveau national

L'intégration interculturelle est un défi majeur pour les sociétés européennes. L'échec de la politique du multiculturalisme, aggravé par la crise migratoire en Europe, a laissé un grand vide qui doit être comblé par une nouvelle approche fondée sur les leçons du passé et tenant compte de tous les facteurs entrant en jeu.

Les travaux relatifs au projet de modèle de cadre ont été difficiles et épineux. La recommandation du Comité des Ministres, qui a servi de point de départ, est un texte bancal qui n'a pas obtenu le plein soutien de l'ensemble des États membres lors de son adoption. Le projet initial de modèle de cadre, bien que de très large portée, était extrêmement déséquilibré, en ce qu'il promouvait une vision très étroite de l'intégration interculturelle axée presque exclusivement sur les droits des « nouveaux arrivants », ne laissant aucune place à d'autres points de vue.

La Fédération de Russie a tenté en toute bonne foi de remédier à ce problème et de partager sa propre expérience, étant la plus vaste société multiethnique d'Europe. À l'occasion d'intenses débats, nous avons réussi à apporter plusieurs améliorations au texte.

D'abord et avant tout, le texte précise désormais que lorsqu'ils conçoivent des mesures d'intégration sociale, économique et culturelle des migrants dans leur nouveau pays de résidence, les États doivent tenir compte des besoins en matière de développement socioéconomique et démographique, d'amélioration de la qualité de vie de leurs populations, de sécurité, de réduction du chômage pour tous les membres de la population, de maintien de la paix interethnique et interreligieuse, et de promotion et de préservation des cultures, des langues et du patrimoine des sociétés européennes. Espérons que cela servira d'inspiration pour tous les États membres du Conseil de l'Europe.

La notion d'adaptation a aussi été incluse, étant donné qu'elle est un élément nécessaire de l'intégration interculturelle. Il est incontestable que les migrants ont non seulement des droits, mais aussi des responsabilités à l'égard de leur nouveau pays de résidence. En effet, selon le Livre blanc sur le dialogue interculturel (2008), « les immigrants doivent, comme tout un chacun, se conformer aux lois et respecter les valeurs fondamentales des sociétés européennes et leur patrimoine culturel ».

Parmi les autres éléments importants figure l'indication selon laquelle le modèle de cadre n'a pas vocation à influencer sur le statut juridique des migrants résidant sur le territoire d'un État membre, ni sur les conditions d'entrée légale sur le territoire, ni sur aucune disposition juridique nationale concernant la gestion des migrations et le contrôle des frontières. Concrètement, il importe d'établir une distinction entre migrants en situation régulière et migrants en situation irrégulière et il ne doit y avoir aucune confusion concernant les obligations de l'État dans ce domaine. Il est de la prérogative souveraine des États de décider de l'admission de ressortissants étrangers sur leur territoire et de conférer le droit à la citoyenneté. Certaines normes internationales circonscrites et précises, comme celles de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, sont clairement définies et ne laissent pas place à l'interprétation.

Une indication selon laquelle l'intégration interculturelle vise aussi à prévenir toutes formes d'idéologies extrémistes et de radicalisation pouvant conduire à la violence, a aussi été ajoutée. Ce point est particulièrement important, étant donné la corrélation existant entre migration de masse et montée du terrorisme, de l'extrémisme et de la criminalité organisée en Europe. Il est du devoir des États membres de contrer ces menaces, notamment par des politiques d'intégration efficaces.

Nous nous félicitons de la suppression du langage excessivement politisé qui appuyait certaines positions partisans et critiquait vivement les autres opinions politiques, dérogeant à la neutralité dont doit faire preuve le Conseil de l'Europe en tant qu'organisation internationale fondée sur les principes d'égalité de représentation et d'objectivité.

Nous nous félicitons également de la suppression de la référence à la RPG n° 16 de l'ECRI, avec son concept de « pare-feu », qui s'oppose à la mise en œuvre de politiques migratoires bien gérées, à même de protéger les droits de l'homme et l'état de droit, y compris les droits des migrants.

Malheureusement, il reste plusieurs éléments litigieux dans le cadre, tels que l'accent excessif placé sur la valeur de la diversité, les réticences à aborder plus concrètement les questions de sécurité liées aux politiques d'intégration et le recours apparent à la notion de « discours de haine » comme prétexte pour étouffer toute critique des politiques migratoires. Nos nombreux amendements qui portaient sur ces questions et d'autres points ont, hélas, été rejetés.

Néanmoins, nous espérons sincèrement que la nouvelle approche de l'intégration interculturelle ne deviendra pas celle d'un « Multiculturalisme 2.0 ». C'est sur cette base de confiance, au bénéfice du doute et compte tenu des progrès accomplis pendant les négociations, que nous sommes prêts à ne pas nous opposer à l'adoption de ce document. Dans le même temps, nous savons que les discussions concernant le projet de recommandation du Comité des Ministres sur l'intégration interculturelle vont se poursuivre et espérons qu'elles feront évoluer la position du Conseil de l'Europe vis-à-vis de l'intégration interculturelle.

Nous demandons que cette déclaration soit jointe en annexe au rapport de la présente réunion.

Appendix IV
Dates and Place of the next meetings/ Dates et lieux des prochaines réunions
3rd Meeting / 3^{ème} Réunion
15-17 June / juin 2021

List of upcoming meetings of the CDADI, its sub-committees and Working groups

Date	Name
28-30/09/21 Valencia	Working Group on Intercultural Integration (GT-ADI-INT)
4-5/10/21 Strasbourg	2 nd CDADI Bureau meeting
6-7/10/21	Committee of Experts on Combating Hate Speech (ADI/MSI-DIS)
27-28/10/21 Budapest	Committee of Experts on Roma and Traveller Issues (ADI-ROM)
7-9/12/21 Strasbourg	4 th CDADI meeting
15-18/03/22 Rome	5 th CDADI meeting

Liste des prochaines réunions du CDADI, de ses sous-comités et groupes de travail

Date	Nom
28-30/09/21 Valencia	Groupe de travail sur l'intégration interculturelle (GT-ADI-INT)
4-5/10/21 Strasbourg	2 ^{ème} Bureau de CDADI
6-7/10/21	Comité d'experts sur la lutte contre le discours de haine (ADI/MSI-DIS)
27-28/10/21 Budapest	Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM)
7-9/12/21 Strasbourg	4 ^{ème} réunion du CDADI
15-18/03/22 Rome	5 ^{ème} réunion du CDADI